

et de la déclaration faite le 2 novembre 1979 par le Coordonnateur<sup>24</sup>;

2. *Félicite* le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe de ses efforts persévérants en faveur de ceux qui souffrent du fait de catastrophes;

3. *Demande* aux gouvernements bénéficiaires de coopérer avec le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe en informant son Bureau des secours offerts et reçus;

4. *Prie* le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe de développer les arrangements de travail qu'il a conclus avec les donateurs et les bénéficiaires de secours;

5. *Demande à nouveau* aux gouvernements et aux organisations internationales de fournir au Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe des renseignements détaillés sur les secours, en espèces et en nature, qu'ils apportent actuellement ou se proposent d'apporter, afin d'éviter tout chevauchement des efforts et d'assurer que les survivants de catastrophes bénéficient de toute l'assistance nécessaire;

6. *Invite* les gouvernements, les institutions intergouvernementales et les organisations non gouvernementales s'occupant d'opérations de secours à coopérer avec le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe dans les efforts qu'il déploie pour assurer la livraison rapide, en temps utile, des secours internationaux voulus et à envisager l'adoption de mesures législatives, administratives et opérationnelles pour écarter les obstacles et accélérer les secours internationaux aux survivants de catastrophes;

7. *Se félicite* de la décision prise par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement à sa vingt-sixième session d'envisager d'inclure dans ses programmes nationaux et régionaux des activités de coopération technique relatives à la planification préalable et à la prévention des catastrophes<sup>25</sup>;

8. *Demande* que des fonds supplémentaires soient affectés au budget ordinaire au titre du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe pour l'exercice biennal 1980-1981 afin de permettre au Coordonnateur de répondre au moins à douze demandes d'assistance d'urgence en cas de catastrophe par an, sans dépasser le plafond fixé normalement à 30 000 dollars par pays pour chaque catastrophe;

9. *Prie* le Comité préparatoire pour la nouvelle stratégie internationale du développement de tenir compte, dans ses délibérations, des questions liées aux secours en cas de catastrophe, à la planification préalable et aux mesures de prévention;

10. *Prie instamment* tous les gouvernements de verser une contribution au Fonds d'affectation spéciale du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, prenant dûment en considération les problèmes financiers du compte spécial pour l'aide d'ur-

gence dont il est fait état dans le rapport du Secrétaire général.

82<sup>e</sup> séance plénière  
29 novembre 1979

### 34/56. Mesures à prendre à la suite du tremblement de terre du Monténégro (Yougoslavie)

*L'Assemblée générale,*

*Notant avec un profond regret* les conséquences tragiques du grave tremblement de terre qui a frappé la côte monténégrine en Yougoslavie, fait de nombreuses victimes et causé d'énormes dégâts, laissant plus de 100 000 personnes sans abri,

*Rappelant* la résolution 1979/58 du Conseil économique et social, en date du 3 août 1979,

*Notant* les mesures énergiques que le peuple et le Gouvernement yougoslaves ont prises d'urgence pour soulager sans délai les victimes du tremblement de terre et rendre à la population des conditions de vie normales,

*Notant également* les besoins à long terme du pays pour le relèvement et la reconstruction de la zone sinistrée et les mesures prises à cet égard par le Gouvernement yougoslave,

*Constatant avec satisfaction* l'aide apportée, dans un véritable esprit de solidarité internationale, au peuple du Monténégro par de nombreux pays, par les organismes des Nations Unies et par diverses organisations non gouvernementales, ainsi que le rôle joué par le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe,

*Notant*, en particulier, l'aide apportée par le Programme des Nations Unies pour le développement et le prêt accordé par la Banque mondiale pour la reconstruction de la zone sinistrée,

1. *Exprime sa profonde sympathie* au peuple monténégrin et au Gouvernement yougoslave à l'occasion de cette catastrophe;

2. *Fait siennes* les recommandations contenues dans la résolution 1979/58 du Conseil économique et social, aux termes desquelles tous les Etats ont été invités à envisager toute assistance supplémentaire qu'ils pourraient être en mesure de fournir au Monténégro, et lance un appel à tous les Etats pour qu'ils aident à la reconstruction de la zone sinistrée;

3. *Prie* le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des institutions spécialisées ainsi que des fonds et des programmes des Nations Unies de tenir compte des besoins à long terme pour le relèvement et la reconstruction de la zone frappée par le tremblement de terre lorsqu'ils prendront des décisions concernant les services à fournir aux Etats Membres en fonction des fonds disponibles.

82<sup>e</sup> séance plénière  
29 novembre 1979

### 34/57. Examen des tendances à long terme du développement économique

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 3508 (XXX) du 15 décembre 1975, relative à l'examen des tendances à long terme du développement économique des régions du monde, qui a

<sup>24</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session, Deuxième Commission, 30<sup>e</sup> séance, par. 1 à 13.

<sup>25</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, 1979, Supplément n° 10 (E/1979/40 et Corr.1), chap. XXI, sect. D, décision 79/17.

été à l'origine des activités entreprises dans ce domaine au sein du système des Nations Unies, et sa résolution 32/57 du 8 décembre 1977, ainsi que la résolution 2090 (LXIII) du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1977,

*Rappelant également* ses résolutions 3201 (S-VI) du 1<sup>er</sup> mai 1974 contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale,

*Consciente* qu'une meilleure connaissance des tendances à long terme du développement économique et social peut constituer une solide base scientifique pour l'élaboration de politiques et la prise de décisions touchant les stratégies du développement et la coopération économique à l'échelon national, régional et mondial et, de ce fait, compléter utilement d'autres efforts déployés à cette fin au sein du système des Nations Unies,

*Considérant* que, en raison de la situation économique et sociale qui prévaut actuellement dans les différentes régions et sur le plan mondial, la coopération économique internationale doit être conçue dans une optique à long terme,

*Consciente* de la nécessité de poursuivre les efforts tendant à élargir la coopération économique internationale, qui est un facteur de développement de plus en plus important et un instrument indispensable à l'instauration du nouvel ordre économique international et à l'application de la stratégie internationale du développement pour les années 1980,

*Ayant à l'esprit* les rapports d'interdépendance qui existent entre le développement et la coopération économique internationale et l'importance d'une conception interdisciplinaire de ces questions,

*Tenant compte* des observations sur les tendances à long terme du développement économique mondial présentées au Conseil économique et social en 1978<sup>26</sup>,

1. *Prend note* des activités déjà menées par les organismes des Nations Unies en ce qui concerne les tendances économiques à long terme des différentes régions et du rapport intérimaire du Secrétaire général sur la question<sup>27</sup>;

2. *Prie* le Secrétaire général et les organes, organisations et organismes intéressés des Nations Unies de poursuivre l'examen analytique des tendances économiques et sociales à long terme et d'en communiquer les résultats pour l'élaboration de la politique et la prise de décisions économiques, en particulier pour ce qui est du développement de la coopération internationale;

3. *Prie en outre* le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Comité de la planification du développement et tenant compte de la stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-cinquième session, ses vues sur un éventuel schéma et sur une méthode pour la formulation d'une étude des perspectives socio-économique d'ensemble du développement économique mondial jusqu'à l'an 2000,

en mettant spécialement l'accent sur la période allant jusqu'à 1990 et, en particulier, sur les problèmes des pays en développement;

4. *Souligne* la nécessité d'exécuter les travaux susmentionnés en liaison étroite avec d'autres travaux analogues menés par divers organismes des Nations Unies, en particulier par les commissions régionales et les organes travaillant à la stratégie du développement;

5. *Invite* tous les Etats, ainsi que les organisations, organes et organismes intéressés des Nations Unies, à contribuer, dans leurs domaines de compétence respectifs, à l'application des recommandations formulées aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus;

6. *Prie* le Conseil économique et social d'examiner, à la reprise de ses secondes sessions ordinaires de 1980 et 1981, respectivement, un schéma et un avant-projet de l'étude des perspectives socio-économiques d'ensemble découlant de l'analyse prévue aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus;

7. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-sixième session une question intitulée "Tendances à long terme du développement économique" afin de faire le point des progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

82<sup>e</sup> séance plénière  
29 novembre 1979

#### 34/58. La santé en tant que partie intégrante du développement

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1<sup>er</sup> mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale,

*Rappelant également* les conférences des Nations Unies qui ont eu lieu au cours des dernières années sur les grandes questions relatives au développement économique et social et sur l'instauration du nouvel ordre économique international, en particulier la Conférence internationale sur les soins de santé primaires, placée sous les auspices communs de l'Organisation mondiale de la santé et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, qui s'est tenue à Alma Ata (Union des Républiques socialistes soviétiques) du 6 au 12 septembre 1978,

*Notant* qu'une fraction considérable de la population de nombreux pays, tant de pays en développement que de pays développés, n'a pas accès aux services de santé de base et qu'une population dépourvue de soins de santé adéquats ne peut participer ni contribuer pleinement au développement économique et social de la nation,

*Se félicitant* des importants efforts déployés par l'Organisation mondiale de la santé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et les autres organismes des Nations Unies qui participent à l'action entreprise en vue d'atteindre l'objectif qu'est l'instauration de la santé pour tous d'ici à l'an 2000, formulé dans les résolutions WHA 30.43 et

<sup>26</sup> Voir E/1978/138.

<sup>27</sup> A/34/450.